



UNE LECTURE DE LA « RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE »

Youssef El-Chazli*

Le « moment révolutionnaire » égyptien s'inscrit dans une évolution des rapports de force entre les différentes composantes du champ politique national. Nous assistons donc à une révolte contre les formes d'autorité qui dominaient les différents niveaux de l'espace politique et de la société. Révolte qui donne lieu à une recomposition du champ politique bien plus qu'à un changement définitif de l'ancien régime.

Dans un contexte général de prise de parole publique, la révolte a mis en scène les « jeunes » contre l'ancien système ; « Jeunes » dont le mouvement s'est construit tant sur la revendication des manifestants que sur le discours des autorités. Parler de jeunesse ne doit pas pour autant induire en erreur. Même si force est de constater que l'étincelle de la mobilisation est partie des nouvelles formations politiques, dites « jeunes », plutôt que de l'opposition traditionnelle et plus âgée, se contenter d'une division simpliste fondée sur l'âge des manifestants serait faire fausse route. Si les premières journées de mobilisation ont consacré avant tout la présence des 15/35 ans, le mouvement s'est ensuite étendu aux autres catégories d'âge de la population¹.

Voir la « génération Moubarak² » se révolter était, semble-t-il, inattendu. Depuis de nombreuses années, le discours des régimes autoritaires se confondait aisément avec celui des chancelleries occidentales, voire celui de certains chercheurs et experts : il y avait, d'un côté, les « islamistes », de l'autre, une majorité apathique, dépolitisée, qui ne

* Assistant-diplômé à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne et doctorant en science politique (CERI – Sciences Po/CNRS).

¹ Rien de bien étonnant à cela, pour reprendre le commentaire ironique du journaliste Ibrahim Issa, rappelant que l'on a rarement vu dans l'histoire les « vieux » à l'avant-garde des révolutions.

² « Génération Moubarak », fait référence à toute cette génération qui n'a connu que le Président Moubarak comme chef suprême de l'État. Il va de soi que nous ne sous-entendons pas que « toute » la génération s'est mobilisée contre Moubarak, ni même que celle-ci présente un caractère homogène.

se réveillait que pour brûler des drapeaux israéliens et proclamer sa solidarité avec le peuple palestinien. Dès lors, pourquoi cette bifurcation radicale dans l'histoire de l'Égypte contemporaine ?

GENÈSES DE LA MOBILISATION

Durant les premiers jours de la mobilisation, il y avait consensus sur la nature du mouvement : les manifestations égyptiennes étaient spontanées (*'afawiyya*) et elles étaient l'œuvre de la « jeunesse dépolitisée ». Si le constat n'est pas totalement erroné, il élude un fait majeur concernant les origines de cette mobilisation. Depuis quelques années déjà, l'Égypte connaissait un renouveau indéniable de l'action protestataire et la « révolution du 25 janvier 2011 » s'inscrit dans cette pluralité de trajectoires contestataires. La conjonction d'un contexte favorable et de la présence d'un savoir-faire protestataire accumulé et affiné au fil des ans a permis le passage de la révolte localisée à un mouvement global et déssectorisé.

Ces mobilisations qui n'ont cessé de défrayer la chronique étaient de natures diverses. Sociales pour la plupart³, politiques pour certaines⁴, leur point commun était de lancer un défi à l'ordre établi et de signer un « retour du politique »⁵ dans l'espace public. La routinisation des différentes techniques protestataires (manifestations, grèves, sit-in, etc.) et l'impossibilité pour les autorités de les combattre par la seule répression, ont contribué à l'instauration d'un climat favorable à la multiplication des mobilisations. Dans la perception des acteurs, l'action contestataire non seulement devenait moins risquée, mais aussi apparaissait comme un moyen légitime, voire efficace de se faire entendre.

Pourtant, cette nouvelle « culture de la contestation » semblait se limiter à certains segments de la population. Une série d'événements récents a accéléré le mouvement de prise de conscience qui s'était amorcé pendant une décennie : la mort du jeune Khaled Saïd, torturé et tué par deux policiers en pleine rue en juin 2010 ; des élections législatives particulièrement frauduleuses en novembre 2010 ; enfin, en janvier 2011, l'attentat contre l'église des Saints à Alexandrie et la « révolution tunisienne ». Ces quatre événements ont

³ Par exemple, les centaines de grèves d'ouvriers ou de fonctionnaires qui ont secoué le pays depuis 2006-2007.

⁴ Les mobilisations de solidarité avec les Palestiniens, contre la guerre en Irak, etc.

⁵ Comme en témoigne l'intérêt renouvelé pour la question du monde académique égyptien avec la publication de Dina Shihâta (dir.), *Le retour du politique. Les nouveaux mouvements protestataires en Égypte*, Centre d'études stratégiques et politiques d'al-Ahrâm, 2010 – en arabe.

joué un rôle décisif dans l'évolution des mobilisations. Dans un premier temps, le groupe « Nous sommes tous Khaled Saïd », créé après la mort du jeune homme natif d'Alexandrie, a appelé à l'organisation de plusieurs manifestations pour protester contre les pratiques des forces de l'ordre, notamment l'usage courant de la torture. Ce collectif, qui a fédéré plus de 300 000 personnes sur son groupe Facebook dans les jours qui ont suivi sa création, a réussi à réunir activistes politiques et simples citoyens, révoltés par les circonstances du décès de Khaled Saïd.

Ensuite, le collectif s'est érigé en entrepreneur de causes politiques capable de mobiliser militants aguerris et sympathisants. Très vite, son discours a présenté la particularité de jouer sur un registre éthique et moral. Quelques mois plus tard, à l'occasion du scrutin législatif, des activistes de tous bords, photos et vidéos à l'appui, ont pu documenter minutieusement la corruption du régime, en utilisant les différents supports disponibles en ligne. Puis, en janvier 2011, le groupe a réagi à l'attentat d'Alexandrie en organisant des manifestations à travers tout le pays. Toutes ces initiatives constituaient des moments d'expérimentation de l'action politique et d'apprentissage de ses rouages. Dès lors, toute une partie de la jeunesse a commencé à prendre conscience qu'il était possible de se concerter pour se réunir autour de revendications communes et d'engager des actions coordonnées au niveau national. En outre, le monopole exercé sur l'action collective protestataire par les militants ou les activistes expérimentés se délitait peu à peu, laissant place à une multitude de nouveaux acteurs, aux registres de mobilisation différents, moins amenés à s'autolimiter car moins habitués à l'échange de « coups » avec les forces de l'ordre.

À ce stade, les événements tunisiens ont sans aucun doute joué un rôle de catalyseur. Le 14 janvier, jour de la chute du Président Ben Ali, l'un des dirigeants les plus autoritaires de la région, les activistes égyptiens étaient en train d'organiser une « simple » manifestation contre la torture qui devait avoir lieu le 25 janvier, à l'occasion de la Fête de la Police. En quelques jours, le groupe des militants actifs sur Facebook s'est retrouvé en pleine effervescence. « Pourquoi pas chez nous aussi ? », se demandaient les internautes. La journée du 25 a donc été planifiée et coordonnée par le noyau dur des activistes, en concertation avec les internautes sympathisants qui avaient déjà fait leur apprentissage de l'action collective à l'occasion des événements précédents.

Dès lors, les acteurs ont vu leur perception de ce qui était réalisable totalement bouleversée. Le champ des possibles s'est considérablement élargi et, progressivement,

l'évolution des logiques propres à ce type de mobilisation a permis l'émergence d'un soulèvement qui semblait improbable quelques mois auparavant⁶.

DESTRUCTURATION DU RÉGIME

Le régime du Président Moubarak s'était construit sur une multitude de réseaux de clientèles et de solidarités autour de l'appareil d'État et du Parti national démocratique (PND). Si, pendant une assez longue période, la tête du régime avait réussi à désamorcer le champ politique⁷ en s'appuyant sur un savant jeu d'équilibres⁸ entre forces d'opposition, institutions étatiques et forces économiques, au cours des dernières années cet équilibre est devenu précaire.

En effet, la survie d'un régime autoritaire ne repose pas uniquement sur la répression. La capacité de ses agents et de ses clients à se présenter comme des intermédiaires et des intercesseurs fiables entre la « base » et le « sommet » pour accéder à un certain nombre de ressources et de fonctions joue un rôle crucial dans la consolidation du pouvoir autoritaire. Par le biais de techniques cooptatives diverses qui intègrent certains et en excluent d'autres, le pouvoir autoritaire peut se diffuser et s'exercer bien plus efficacement que ne le ferait un pouvoir strictement répressif.

Dès l'instauration de la République en 1952, l'institution militaire⁹ a joué un rôle fondamental dans les équilibres du système égyptien. Pivot central de l'économie du pays, elle a donné à l'Égypte ses quatre présidents. Cependant, elle a toujours évité d'être directement impliquée dans la politique. Les militaires qui ont été amenés à gouverner l'ont toujours fait en tant que civils. Même s'ils continuaient à revendiquer leur origine militaire, ils n'étaient plus *membres de l'armée stricto sensu*. Cette volonté de l'armée d'être en dehors du jeu politique formel ne pouvait que laisser le champ encore plus libre à d'autres acteurs, notamment le PND, parti du pouvoir, et à la police, respectivement colonne vertébrale et bras droit du système Moubarak.

⁶ Entretiens avec divers militants, activistes, analystes mais aussi « simples citoyens », entre février 2010 et janvier 2011. Nous ne pouvons pas revenir ici en détail sur la mobilisation en elle-même, retour qui demanderait un développement à part entière et détaillé.

⁷ Mohamed Tozy, « Représentation / intercession – Les enjeux de pouvoir dans "les champs politiques désamorçés" au Maroc », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS, 1989.

⁸ Chaymaa Hassabo, « Les changements politiques en Égypte 2002-2010 », thèse de science politique (IEP de Grenoble) à soutenir en 2011.

⁹ Il est toujours compliqué de postuler l'homogénéité et la cohérence d'une institution de la taille de l'armée. Nous n'entrons néanmoins pas dans les détails par souci de concision.

Or, au cours des dernières années, un changement structurel est intervenu au sein du PND et on a assisté à une dérive supplémentaire des pratiques policières. Ces évolutions ne bénéficiaient certainement pas de la bienveillance des autorités militaires. Comme nous le disions plus haut, le PND était avant tout une machine à intégrer des notables locaux. Or cette fonction traditionnelle du parti a été remise en cause par la montée en son sein d'un nouveau courant (dit de la « jeune garde ») autour de Gamal Moubarak, fils cadet du Président et candidat à la succession de son père. Autour du fils Moubarak s'est construite une équipe affairiste et idéologiquement néolibérale. Celle-ci a renforcé ses positions au sein de l'appareil du Parti, mais aussi au sein de l'appareil d'État, où l'on retrouvait de nombreux ministres proches de Gamal Moubarak et très engagés dans une refonte du système économique. Ces réformes néolibérales centrées sur le désengagement de l'État ont joué un rôle important dans l'explosion des mouvements sociaux que connaissait le pays depuis plusieurs années.

L'armée, partisane d'un certain modèle social et d'une certaine conception de l'État, avait clairement exprimé son opposition tant à la tendance néolibérale de cette jeune garde qu'à la probabilité d'une transmission héréditaire du mandat présidentiel¹⁰. Dans cette optique, le régime ne pouvait espérer trouver dans l'institution militaire un allié indéfectible. Si, pour l'instant, on note un certain manque de clarté autour des circonstances qui ont entouré la passation de pouvoir au Conseil suprême des forces armées¹¹, on peut supposer que la décision a été fortement influencée, si ce n'est dictée par les militaires. Tout laisse à penser que la décision de ces derniers de se désolidariser du régime a été décisive dans le départ de Moubarak. Cependant, le comportement de l'armée ne peut être compris si l'on fait abstraction du soulèvement populaire. Enfin, le déficit de soutien au pouvoir en place est aussi venu de l'étranger. Pour un régime comme celui du Président Moubarak qui comptait, dans une très large mesure, sur ses soutiens extérieurs notamment occidentaux, ce lâchage, tout ambivalent qu'il soit, a contribué à le fragiliser.

Le départ de Moubarak laisse place à un vide politique qui a été comblé, tout d'abord, par l'Institution militaire. Les recompositions à l'œuvre aujourd'hui dans le champ politique donnent une idée des évolutions que pourrait connaître le système dans les mois à venir.

¹⁰ Notamment lors de certains conseils des ministres, ou encore auprès du Président Moubarak. Je dois ces informations notamment à Tewfik Aclimandos, chercheur associé à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France.

¹¹ Conseil réunissant les commandants des différents corps de l'armée, ainsi que les organes de renseignement, ayant pris les rênes du pouvoir depuis le départ de Moubarak.

L'APRÈS-MOUBARAK : COMMENT INTERPRÉTER LE REFERENDUM DU 19 MARS 2011 ?

Les Égyptiens ont massivement¹² participé au referendum constitutionnel du 19 mars 2011. Celui-ci portait sur la réforme de plusieurs articles de la Constitution de 1971, notamment sur les modalités d'élection du président de la République et sur son mandat. Cependant, l'enjeu de cette consultation populaire dépassait de loin la question de la réforme constitutionnelle. En effet, ce referendum a constitué le premier événement politique de l'ère post-Moubarak. De ce fait, les multiples mobilisations autour de ce « moment politique », les diverses prises de parole et les différents registres de justification sont révélateurs des recompositions à l'œuvre dans l'espace politique égyptien.

Les « moments révolutionnaires » sont animés par un fort potentiel utopique. Une fois passée la phase unanimiste du rassemblement¹³, on assiste à la repositionnement de l'espace politique. Ces repositionnements dans le champ politique se greffent sur les changements considérables du rapport de force en son sein. Des acteurs jadis dominés cherchent à améliorer leur position, faisant généralement fi de l'« esprit » révolutionnaire. Il en a été ainsi, par exemple, des Frères musulmans. Principale force d'opposition, interdite et lourdement réprimée hier, la confrérie réussit aujourd'hui à tirer son épingle du jeu et, par sa mobilisation autour du referendum, à se positionner officiellement comme la force politique dominante dans le pays.

Si le résultat du referendum laisse supposer que le désaccord entre l'acceptation ou le refus de la réforme n'était pas si considérable puisque plus de 77 % des votants se sont prononcés pour le « oui », les débats qui ont précédé la consultation ont été très vifs. Les forces laïques qui avaient appelé à voter « non » interprètent le résultat comme la conséquence d'une campagne considérable menée par les mouvements religieux, Frères musulmans et courants salafistes en tête, auprès d'une population dépolitisée et ignorante¹⁴.

¹² Les premières estimations s'élèvent à 41% de participation (contre les quelque 5 % du dernier referendum constitutionnel).

¹³ Qui s'étend, schématiquement, du 25 janvier au 11 février 2011.

¹⁴ Il n'est pas anodin d'observer les aléas du discours sur la dépolitisation. Ainsi, avant le processus révolutionnaire, les formations d'opposition passaient leur temps à justifier l'inaction politique non pas par leur incapacité à mobiliser mais du fait de l'ignorance de la population. Pendant le

En réalité, deux éléments interviennent dans l'interprétation de ce résultat et du lien qu'il peut avoir avec la mobilisation des mouvements religieux¹⁵ :

- Ce qui rend audible le discours politico-religieux, c'est moins un prétendu lien indéfectible et immuable entre religion et politique chez les musulmans que l'absence de tout autre discours structuré porté sur la politique. Le militantisme islamiste se situe donc dans un champ vidé de tout autre discours cohérent. De ce fait, son discours offre des grilles de lecture universelles et incontestées des interactions politiques. Le fait que ces mouvements n'aient pas eu à appliquer leurs thèses et ainsi à faire face à la difficulté de gouverner un pays a contribué à cristalliser leur discours, à le « purifier », voire à le fossiliser, laissant ainsi de côté ses inconsistances et incohérences pragmatiques. C'est cela même qui a contribué à le rendre plus percutant et recevable.
- La majorité des Égyptiens ont voté « oui »... parce qu'ils le veulent ! L'erreur de l'opposition a été de prendre la place Tahrîr pour une fresque miniature de l'Égypte actuelle. Au contraire, Tahrîr a été un symbole en négatif de l'Égypte, puisqu'on y retrouvait tout ce que le pays n'avait pas connu depuis longtemps. Si de nombreux Égyptiens ont soutenu la chute de Moubarak, cela ne signifiait pas pour autant qu'ils étaient hostiles, par la suite, à un retour à la « normale » et à une stabilisation de la situation. Ce « oui » est donc avant tout l'expression de la volonté populaire. Il est certes possible que ce soit pour des raisons religieuses que certains Égyptiens ont voté dans un sens. Cela ne signifie pas pour autant un alignement aveugle sur les positions des *mouvements religieux* et sur leurs projets de société.

Il est évident que l'organisation efficace des mouvements religieux les place dans une position favorable lors des consultations populaires. Mais le PND, en sa qualité de formation tout à la fois organisée et surtout bien ancrée dans les réseaux de clientèle, profite également de la situation actuelle. La chute du chef ne signifie en rien celle de la machine qui le soutenait. Et si aujourd'hui se présenter officiellement comme ancien du

soulèvement, le discours s'est inversé et on a loué l'intelligence du peuple, sa compétence en matière politique. Maintenant, on en revient au discours sur l'ignorance de la population.

¹⁵ Voir l'entretien mené avec Patrick Haenni, à paraître sur le site de la revue *Averroès* (<http://revueaverroes.com/>).

Parti est compliqué, il est indéniable que tout un processus de réorganisation et de « ravalement » a été enclenché par les anciens hommes de Moubarak.

C'est là tout l'enjeu de la période qui s'ouvre après ce referendum. D'une part, le champ partisan était dans un tel état de décrépitude que l'on ne pouvait s'attendre à ce qu'il ait la capacité de convaincre les Égyptiens. D'autre part, les nouvelles formations politiques de la jeunesse, qui ont eu un impact considérable dans le soulèvement populaire, sont elles aussi, dans une situation de désordre et de division internes. Par exemple, la « coalition des jeunes de la révolution », organe *ad hoc* censé représenter les manifestants de la place Tahrîr, est de plus en plus contestée.

Les quelques mois qui séparent le referendum des scrutins législatif et présidentiel démontreront si le champ partisan a la capacité de se réorganiser, d'intégrer les nouveaux entrants, tout en proposant une alternative crédible aux différents mouvements religieux. Ils démontreront aussi la capacité de ces derniers à opérationnaliser leurs slogans, les transformer en programmes politiques viables et enfin, leur capacité à entrer dans des jeux d'alliances.